

L'ODD16+ en péril : Un appel à l'action pour sauvegarder les engagements en faveur de sociétés pacifiques, justes et inclusives

Déclaration de la société civile de Rome 2022

Contexte - L'état périlleux de l'ODD16+ aujourd'hui

Depuis l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable en 2015, les progrès vers l'ODD16+ ont été lents et inégaux - et dans de nombreux cas, ils ont reculé. En plus des défis existants posés par la pandémie de COVID-19, le monde est actuellement confronté à des développements géopolitiques tectoniques qui constituent de sérieuses menaces pour le multilatéralisme et le droit international. L'invasion illégale de l'Ukraine provoque des destructions massives, des décès de civils et des déplacements de population. La crise a poussé les gouvernements, notamment en Europe, à investir davantage dans les infrastructures militaires ainsi que dans la production et la prolifération d'armes de guerre. Il s'agit là d'un détournement de ressources vitales qui pourraient être utilisées pour améliorer la qualité de vie des populations. L'invasion de l'Ukraine a également détourné l'attention de la communauté internationale d'autres problèmes critiques et de la souffrance humaine, tandis que son impact aggrave la pénurie alimentaire et la protection de la sécurité humaine dans d'autres contextes. Il s'agit notamment de la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans, des récents coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest, ainsi que des conflits et des crises humanitaires qui en résultent dans des pays comme l'Éthiopie, le Myanmar et le Yémen. Tous méritent l'attention de la communauté internationale.

Dans un contexte de pandémie mondiale et de bouleversements politiques généralisés, un nombre croissant de personnes vivent dans des pays où les libertés fondamentales d'association, de réunion pacifique et d'expression sont fortement restreintes. L'accès du public mondial à des informations factuelles, exactes et pertinentes a été réduit pendant la pandémie, parallèlement aux restrictions et à la répression croissantes du journalisme indépendant. De plus, avec la montée de l'autoritarisme¹, les engagements de l'Agenda 2030 en faveur d'un processus décisionnel inclusif, réactif et participatif, ainsi que du respect de l'accès à l'information et des libertés fondamentales, ont également pris une importance accrue. La nécessité d'amplifier les engagements et de renforcer les partenariats afin de garantir une action accélérée, qui a été soulignée dans les versions 2019² et 2021³ largement soutenues de la Déclaration de la société civile de Rome sur l'ODD16+, reste valable et a même été exacerbée par les crises actuelles. Détournant l'attention de la communauté internationale de l'ODD16+, ces menaces mondiales ont eu un impact négatif sur sa priorisation et sa mise en œuvre. Elles ont creusé l'écart entre l'ambition déclarée de l'Agenda 2030 et la direction que nous prenons, compte tenu des trajectoires actuelles vers la réalisation de sociétés pacifiques, justes et inclusives.

¹ La dernière mise à jour des classements du CIVICUS Monitor en novembre 2021 indique que la société civile continue de travailler dans un environnement de plus en plus hostile. Les données de CIVICUS montrent que 25 pays ont un espace civique fermé, 49 un espace réprimé et 43 un espace obstrué, ce qui signifie que 117 des 197 pays sont évalués comme ayant de sérieuses restrictions de l'espace civique. En comparaison, 41 pays sont classés comme ayant un espace civique restreint et seulement 39 pays sont classés comme étant ouverts.

² La Déclaration de la société civile de Rome 2019 sur l'ODD16+ "Un renforcement des engagements et des partenariats pour une action plus rapide : Déclaration de Rome de la société civile sur l'ODD16+", disponible [ici](#). En 2019, l'ODD16 a été examiné pour la première fois lors du Forum politique de haut niveau 2019 (FPHN) de l'ONU, marquant la nécessité pour la société civile de se réunir afin de faire le point sur le (manque de) progrès vers la réalisation de l'ODD16 et de partager des recommandations dans la Déclaration de la société civile de Rome 2019 sur l'ODD16+. La Déclaration 2019 a reçu l'aval de plus de 130 organisations et réseaux de la société civile.

³ La Déclaration de la société civile de Rome 2021 "Un appel renouvelé au renforcement des engagements, des partenariats et de l'action accélérée pour l'ODD16+", disponible [ici](#). Comme l'ODD16 a été examiné pour la deuxième fois lors du FPHN 2021, la Déclaration de Rome a été revisitée en 2021. La Déclaration de Rome a été approuvée par plus de 215 parties prenantes de la société civile, et a examiné spécifiquement les impacts de COVID-19 sur la promotion de sociétés justes, pacifiques et inclusives.

Cet **addendum 2022 aux versions 2019 et 2021 de la Déclaration de la société civile de Rome** tire donc la sonnette d'alarme sur la poursuite du recul de l'ODD16+ et met en évidence ce que les parties prenantes de la société civile ont identifié comme des domaines clés où des actions sont nécessaires pour que les sociétés pacifiques prospèrent. En tant que société civile, nous craignons que si une action urgente n'est pas décidée pour inciter à une plus grande action, les gouvernements et la communauté internationale ne parviendront pas collectivement à réaliser l'ODD16+ et l'ensemble de l'Agenda 2030. **L'ODD16+ est en péril, une action urgente est nécessaire maintenant !**

Un appel à l'action pour sauvegarder les engagements en faveur de sociétés pacifiques, justes et inclusives

À l'heure où la reprise après la pandémie de COVID-19 est encore fragile, en particulier pour les pays du Sud, la communauté internationale est confrontée à des crises humanitaires de plus en plus importantes en raison de situations géopolitiques extrêmement volatiles, de conflits et d'événements liés au climat. Confrontées à un large éventail de défis qui n'arrivent qu'une fois par génération, ces crises émergentes ou qui s'aggravent montrent clairement que l'ODD16+ est en péril et que le risque d'échec est plus réel que jamais. En l'absence d'actions et d'engagements urgents de la part des gouvernements et de la communauté internationale en faveur de l'ODD16+, de nombreuses personnes continueront de souffrir, et d'innombrables autres risquent d'être encore davantage laissées pour compte.

Malgré ces défis, nous croyons au réel potentiel de transformation de l'ODD16+, car il reste essentiel pour la résolution des crises actuelles et pour le renforcement de la résilience afin de prévenir et de résister aux crises futures à venir. Si les acteurs, y compris les États membres, les organes de l'ONU, les agences multilatérales, les donateurs, le secteur privé, les organisations de la société civile (OSC), les groupes de réflexion, les instituts de recherche et autres, s'unissent pour accélérer et accroître collectivement les efforts de mise en œuvre de l'ODD16+, les bonnes pratiques et les processus pour la réalisation de sociétés pacifiques seront systématisés dans le monde entier. Il est donc essentiel que les préoccupations et les voix de la société civile locale et des autres parties prenantes soient ainsi prises en compte et suivies d'actions, la société civile étant plus que jamais déterminée à faire progresser l'ODD16+ à tous les niveaux. La présente Déclaration 2022 est publiée pour appeler les États membres et les autres acteurs à traduire les engagements en actions.

Cela est particulièrement pertinent alors que les États membres poursuivent les discussions autour du rapport "**Notre programme commun**", avec les yeux rivés sur le **Sommet sur les ODD de 2023** et le "**Sommet du Futur**" prévu. Ces moments de réflexion sont une occasion cruciale pour la communauté internationale de réorienter ses priorités et sa volonté politique afin de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre l'ODD16+, et de remettre sur les rails les progrès de l'Agenda 2030. Le point d'examen à mi-parcours en 2023 devrait être utilisé par toutes les parties prenantes pour annoncer des engagements ambitieux et plus audacieux qui aideront à réaliser et à localiser véritablement l'ODD16+, notamment en exploitant le rôle de la société civile pour faire avancer ces efforts. Il ne fait aucun doute que si l'on ne se concentre pas sur les objectifs de paix, de justice et d'inclusion de l'ODD16+, aucun des objectifs de développement durable ne pourra être atteint dans son intégralité.

Recommandations pour un recentrage sur la réalisation des engagements de l'ODD16+

1- Protéger la société civile et élargir l'espace civique et le respect des droits humains et des libertés fondamentales, et relier l'ODD16+ à "Notre programme commun"

L'objectif "Ne laisser personne pour compte" est au cœur de l'Agenda 2030. La participation de la société civile et l'engagement des citoyens restent essentiels à la réalisation de l'Agenda 2030, en particulier au niveau local et des communautés. Pourtant, tout au long de la pandémie et dans des cas de plus en plus nombreux de violence et de conflit, comme l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous constatons la diminution de l'espace civique et le manque de respect des droits humains et des libertés fondamentales de la part des gouvernements et des détenteurs d'obligations dans toutes les régions et dans tous les contextes. Ces types de crises sont utilisés comme prétexte pour

limiter l'accès à l'information et restreindre les libertés fondamentales dans toutes les sociétés du monde. La protection de la société civile et de l'espace civique apporte une contribution essentielle à la prévention efficace des conflits et à la lutte contre l'impunité et la corruption. Pourtant, l'ODD16+ ne semble toujours pas être au cœur de nos activités quotidiennes. C'est pourquoi nous appelons tous les acteurs à :

- Il ne s'agit pas seulement d'endiguer le rétrécissement de l'espace civique dans les pays et les sociétés, mais de promouvoir activement, de protéger et, si possible, d'élargir un environnement favorable aux défenseurs des droits humains et aux libertés fondamentales pour tous, en faisant un effort particulier pour les groupes particulièrement menacés.
- Se concentrer sur l'augmentation du soutien direct aux acteurs de la société civile locale et aux approches au niveau des communautés de manière à permettre le leadership des acteurs locaux ainsi que des partenariats équitables entre les acteurs internationaux et locaux.
- Assurer la protection des défenseurs des droits humains et des autres défenseurs de la justice en répondant à leurs appels à l'aide urgents et apporter un soutien à ceux qui ont agi en première ligne (par exemple, les évacuations en Afghanistan) et créer un environnement favorable à la mise en œuvre de leur travail, conformément à la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies de 2016 sur l'espace de la société civile⁴, en particulier dans les contextes touchés par des conflits et fragiles.
- Veiller à ce que les défenseurs de la justice foncière et environnementale, qui sont les plus exposés, aient accès à la protection des acteurs étatiques et locaux, et travailler avec les entreprises pour s'assurer qu'elles créent un espace pour les voix des communautés touchées par leur industrie et les respectent.
- Respecter l'indépendance des acteurs de la société civile et des journalistes afin de favoriser la responsabilisation à l'égard de l'Agenda de développement durable, notamment sur les questions critiques, et veiller à la sauvegarde de ces groupes.
- Renforcer les cadres juridiques et la mise en œuvre des cadres juridiques existants en matière d'accès à l'information.
- Soutenir un "nouvel agenda pour la paix" ambitieux, qui favorise une approche globale et intégrée de la paix et de la sécurité et qui assure une participation pleine, égale et significative de la société civile [avec une attention particulière pour les femmes et les jeunes] à toutes les étapes des processus de paix et de la consolidation de la paix.

2 - Renforcement des capacités pour améliorer la mise en oeuvre de l'ODD16+

Le renforcement des capacités, l'assistance technique et les investissements dans le domaine de la mise en œuvre sont essentiels à l'avancement de l'ODD16+, d'autant plus que les institutions sont reconstruites et réimaginées alors que nous commençons à nous diriger vers un monde post-COVID. Pour une programmation plus adaptée et plus efficace, il est nécessaire de reconnaître et de renforcer les capacités locales des acteurs de la société civile, notamment les organisations dirigées par des communautés, des femmes et des jeunes. Le renforcement des capacités de la société civile lui permet de mieux collecter et analyser les données afin de suivre la réalisation de l'ODD16+ dans leurs pays et dans le monde entier, renforçant ainsi les politiques et la programmation des acteurs étatiques à travers le monde. Le renforcement des capacités de la société civile permettra de garantir la mise en œuvre efficace des projets de consolidation de la paix et de partager les enseignements tirés avec les programmes et les politiques au niveau international. Par conséquent, nous appelons tous les acteurs à :

- Informer les donateurs et le secteur privé des défis auxquels la société civile est confrontée en matière d'accès au financement (d'autant plus que les dépenses militaires sont en hausse) et faciliter les partenariats entre les donateurs, le secteur privé et les acteurs locaux afin de garantir un financement (majeur) à long terme, durable et flexible pour renforcer les capacités de la société civile.
- Renforcer les partenariats avec la société civile afin que les acteurs locaux soient placés au centre des décisions relatives à la coopération au développement sur les scènes nationale et internationale. Renforcer les capacités des OSC signifie investir dans un échange et un soutien mutuels accrus afin que les décideurs et les responsables politiques aient une meilleure visibilité sur ce qu'ils doivent mettre en œuvre pour la réalisation de sociétés pacifiques, justes et inclusives.

⁴ <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G16/160/86/PDF/G1616086.pdf?OpenElement>

- Veiller à ce que la société civile dispose des moyens et des capacités nécessaires pour mettre en œuvre des projets efficaces de consolidation de la paix, dispenser des formations et agir en tant qu'agents clés du changement pour l'Agenda 2030.

3 - Surmonter les défis et les menaces pour le multilatéralisme dans la promotion et la préservation de la paix et de la sécurité

De nombreuses institutions, partenariats ou forums internationaux tels que le Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable (FPHN) excluent la société civile de leurs processus décisionnels. Le plus souvent, la société civile est reléguée au second plan dans l'engagement dans les processus de paix ou d'autres processus de gouvernance pertinents, tels que les réponses à la pandémie de COVID-19. Compte tenu notamment du contexte géopolitique actuel, il est important de noter que le Rapport sur le développement dans le monde 2011 a identifié la faiblesse des institutions comme le principal facteur prédictif de l'apparition ou de la réapparition de la violence et de l'instabilité dans un pays fragile. Un investissement continu dans l'ODD16+ est donc essentiel pour faire avancer le changement nécessaire des systèmes qui favorise le multilatéralisme inclusif de la société civile dans la promotion et la préservation de la paix et de la sécurité. Par conséquent, nous appelons tous les acteurs à :

- Veiller à ancrer l'inclusion active de la société civile, en particulier des femmes et des jeunes, dans les processus décisionnels et les institutions multilatérales aux niveaux local, national et international, aussi bien virtuellement qu'en personne lorsque cela est possible ;
- Fournir aux parties prenantes de la société civile les outils et les moyens de participer auxdits processus, ainsi que les moyens et le droit de contrôler les interventions multipartites ;
- Établir des points de contact de la société civile dans l'ensemble des institutions multilatérales telles que les Nations unies ;
- Promouvoir des infrastructures localisées pour une paix inclusive et un développement durable qui examinent d'un œil critique les rôles "traditionnels" des acteurs internationaux et locaux, tout en les repensant et en réaffectant les positions de pouvoir dans le nouvel ordre multilatéral.

4 - Approches intégrées et liens entre l'ODD16+ et les autres ODD, et rétablissement et résilience après la pandémie de COVID-19

L'expérience pratique de la société civile dans la mise en œuvre de l'ODD16+ à tous les niveaux nous a montré le rôle critique et les liens entre l'ODD16+ et tous les autres ODD. Afin de réaliser efficacement ces interconnexions, les gouvernements doivent fournir et soutenir des plateformes sûres, transparentes et inclusives pour la coordination à travers la société - les acteurs de la société civile, y compris les groupes de femmes, de jeunes et de natifs, les ministères, les parlementaires, les journalistes, les étudiants et d'autres institutions clés à tous les niveaux. Les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 ont mis en évidence le rôle crucial de l'investissement dans des institutions, des prises de décision et une gouvernance inclusives et réactives à tous les niveaux. En outre, la pandémie a révélé les inégalités socio-économiques croissantes au sein des pays, ainsi que les inégalités géopolitiques entre les pays, la distribution équitable des vaccins faisant toujours cruellement défaut. Il est essentiel que la communauté internationale et les pays réalisent que les personnes qui ont été les plus touchées et laissées pour compte à cause de la pandémie seront confrontées aux plus grands défis pour "Reconstruire en mieux" dans leurs communautés. Par conséquent, nous appelons tous les acteurs à :

- S'attaquer à la pandémie par une réponse véritablement mondiale au COVID-19. La voie vers un déploiement plus rapide et plus équitable des vaccins est claire. Il faut accorder une attention prioritaire à la lutte contre l'inégalité en matière de vaccins en produisant et en distribuant équitablement les vaccins COVID-19.
- Les actions locales pour la paix, la justice et l'inclusion sont d'une importance cruciale pour notre avenir commun. Au vu de l'impact persistant des mesures COVID-19 dans le monde, nous demandons instamment d'adopter une compréhension des thèmes fragilité, conflit et violence dans toutes les stratégies de réponse et de relèvement et de faire de l'ODD16+ le fondement des efforts de réinitialisation et de relèvement, ainsi que de la construction de sociétés et d'institutions plus résilientes à l'avenir.
- En outre, il convient d'investir dans la volonté politique, le financement et les capacités afin de s'assurer que l'engagement de l'Agenda 2030 à "atteindre d'abord ceux qui sont le plus laissés pour compte" soit une priorité pour les gouvernements ainsi que pour la communauté internationale afin de "mieux construire l'avenir".

- Travailler en collaboration avec les gouvernements, la société civile et les donateurs pour promouvoir des approches centrées sur les personnes, notamment en garantissant un accès égal, universel et abordable à la justice par le biais de l'autonomisation juridique, qui peut contribuer à renforcer l'équité entre les sexes et les jeunes, à lutter contre l'injustice environnementale et à garantir le contrôle par les communautés de leurs terres et de leurs ressources naturelles, entre autres liens.
- Reconnaître que l'accès à la justice et des institutions fortes sont essentiels pour prévenir le changement climatique. Investir de toute urgence dans les moyens de garantir que les défenseurs de la justice foncière et environnementale aient accès à la justice et que leurs voix soient prises en compte dans les discussions sur le changement climatique. Créer des protections juridiques pour la consultation et le consentement des communautés pour tout projet de développement qui aura un impact sur leurs terres et leur environnement. Favoriser les liens entre les institutions gouvernementales qui répondent au changement climatique, en veillant à ce que les institutions de justice et de gestion des terres soient incluses dans les discussions sur le changement climatique.

5 - Renforcer les données, la supervision et la responsabilisation pour l'ODD16+

Il est clair que les engagements des gouvernements et de la communauté internationale en matière de responsabilité pour l'ODD16+ et l'Agenda 2030 sont inexistantes à mi-chemin de 2030. Pire encore, les tentatives persistantes d'affaiblir les institutions à tous les niveaux restent présentes de manière inquiétante dans les pays du monde entier, entraînant une prévalence accrue de l'autoritarisme et de la corruption ces dernières années, ou de l'étatisme des entreprises qui privilégient les profits et la cupidité au détriment des personnes et de l'environnement. En outre, nous avons vu la désinformation et les discours de haine se répandre dans les sociétés. Cela représente une menace claire et urgente pour les démocraties du monde entier, les divisions politiques au sein des sociétés se creusant à cause de la diffusion de fausses informations et de propagande. Par conséquent, nous appelons tous les acteurs à :

- Contribuer à faire reculer ces tendances inquiétantes. Il faut investir davantage dans l'amélioration de la qualité et de l'inclusivité des données sur les questions liées à l'ODD16+, notamment par le biais de données de perception et d'expérience basées sur des enquêtes qui permettent de savoir comment les citoyens vivent les "progrès" vers l'ODD16+, ou leur absence, et de soutenir la participation de la société civile à la mesure des progrès vers l'ODD16+.
- Inclure des investissements dans l'amélioration de la culture des données dans les sociétés, et améliorer la manière dont les fournisseurs de données et de services sur l'ODD16+ communiquent les données à un public plus large afin de mieux informer les citoyens.
- Redoubler d'efforts pour offrir des espaces de dialogue et de participation des citoyens à la prise de décision (principalement dirigée par les acteurs gouvernementaux), comme les nombreux exemples réussis de processus budgétaires dirigés par les citoyens dans les pays et les villes du monde entier.
- Travailler ensemble pour prendre des mesures efficaces dans divers domaines, tout en respectant les normes internationales en matière de droits humains, afin de lutter contre la désinformation, les fausses informations et les discours de haine, par exemple par le biais de l'éducation aux médias et à l'information, en demandant aux plateformes de médias sociaux de faire beaucoup plus pour lutter contre ces problèmes de manière transparente, et en traitant les cas où les gouvernements diffusent intentionnellement ces formes de contenu.

6 - Mobiliser et intensifier les engagements et les investissements autour des "Moments" de 2023 - Sommet sur les ODD et Sommet pour l'avenir

L'année 2023 représentant la moitié de la période de réalisation des ODD dont la date limite est fixée à 2030, les gouvernements et la communauté internationale se trouvent au bord du précipice à un moment clé. C'est pourquoi les États membres doivent s'assurer que le Sommet sur les ODD et le Sommet du Futur prévus en 2023 représentent des opportunités urgentes et sérieuses pour la communauté internationale de revigorer une véritable volonté politique envers les ODD, et d'inverser la tendance manifestement descendante de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 sur tous les fronts. Par conséquent, nous appelons :

- Les gouvernements à se présenter au Sommet sur les ODD en 2023 avec des engagements concrets décrivant leurs plans de mise en œuvre de l'ODD16+ et de l'ensemble de l'Agenda 2030 au cours de cette deuxième moitié

critique de la mise en œuvre des ODD à l'horizon 2030. Ces engagements devraient inclure une réflexion honnête sur l'état actuel des progrès dans leurs pays respectifs, sur la base des examens nationaux volontaires (ENV) qu'ils ont précédemment communiqués, ainsi que des détails spécifiques sur la manière dont ils entendent remédier à toute insuffisance dans les progrès accomplis en faveur de l'ODD16+ ou d'autres ODD. Ces engagements devraient être élaborés en consultation avec la société civile et les groupes au niveau des communautés afin de répondre efficacement à leurs priorités.

- En outre, les gouvernements doivent de toute urgence remédier au manque de financement et de soutien des capacités en faveur de l'ODD16+. Si nous voulons progresser vers l'Agenda 2030, tous les acteurs doivent :
 - Développer et investir dans un "Fonds ODD16+" complet, fruit d'une collaboration entre donateurs. Cela donnera l'occasion aux gouvernements et aux donateurs, y compris le secteur privé, de se présenter comme des "champions" qui soutiennent littéralement et figurativement l'ODD16+, tout en fournissant des ressources essentielles à la société civile et aux groupes de base pour faire progresser l'ODD16+ aux niveaux local et national, ce qui est si urgent. Le développement d'un tel fonds sera essentiel pour inverser la tendance de l'ODD16+ vers une perspective plus positive à l'horizon 2030.
 - Investir et assurer la reconstitution du Fonds d'autonomisation juridique, un fonds mondial de 100 millions de dollars sur 10 ans, le premier de ce type à soutenir la mise en œuvre de l'ODD16+ en fournissant un financement de base à long terme, dont le besoin est vital, aux activistes et organisations au niveau communautaire qui travaillent pour garantir que les communautés marginalisées et vulnérables puissent accéder à la justice.
 - Augmenter les investissements pour la société civile et les organisations travaillant au niveau communautaire, en mettant l'accent sur un financement flexible, de base et à long terme, tout en respectant leur indépendance, en augmentant les flux d'aide mondiaux, les budgets nationaux et les financements sectoriels, en mettant l'accent sur les contextes fragiles et touchés par les conflits et en favorisant l'accès à la justice et l'autonomisation juridique, tout en apportant une compréhension intersectionnelle et en plaçant les plus laissés pour compte en premier.
 - Réduire les dépenses consacrées à la militarisation, au maintien de l'ordre et à la sécurité, qui aggravent souvent la violence et les préjudices subis par les communautés marginalisées, et contrer ce déséquilibre en allouant une part proportionnelle du financement du secteur de la justice à l'aide juridique et aux services de défense des droits humains.
 - Travailler avec le secteur privé pour générer des fonds supplémentaires afin de soutenir la mise en œuvre de l'ODD16+, dans le respect des principes et des normes en matière de droits humains.
 - Veiller à ce que les plans de redressement durable de COVID-19 incluent des financements pour atteindre l'ODD16+, notamment pour répondre aux besoins de justice qui ont considérablement augmenté en raison de la pandémie.

Sans ces engagements concrets des États membres sur leurs ambitions et leurs actions dans cette seconde moitié de la mise en œuvre vers 2030, la communauté internationale est condamnée à échouer dans la réalisation des ODD d'ici 2030, et à répéter les mêmes lacunes et échecs des OMD avant eux.